

Contre les mesures d'austérité... réchauffons le climat social...

Nous sommes confrontés à des attaques du patronat et du gouvernement qui loin de faiblir tendent à atteindre des niveaux jamais vus depuis 1945. Mais il est vrai que nous sommes entrés dans une nouvelle configuration du capitalisme où les marchés financiers depuis le début des années 80 n'hésitent pas à dicter les politiques antisociales au détriment de l'emploi, de nos acquis sociaux et des salaires. Entre le salaire et les profits, le patronat a choisi. Les salaires ont chuté de 9 points dans la part de la valeur ajoutée. Mais comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement au service des marchés financiers et par conséquent du patronat, a commencé par une remise en cause de la retraite par répartition. Et son objectif est bien sa suppression pure et simple au profit de la retraite par capitalisation, une source de profit supplémentaire pour les banquiers et les assureurs de toute sorte.

En ce début d'année, ce gouvernement continue à assener ses mauvais coups contre les salarié-e-s pour le plus grand bien du patronat. Il veut faire voter le plus rapidement possible la mise en place de la TVA sociale, vieille revendication patronale et de la CGC. Cette mesure vise à transférer sur l'impôt une part du financement de la sécurité sociale concernant la branche famille. Cette TVA contribue à baisser le « paiement du travail », c'est-à-dire le salaire. Un cadeau de plus au patronat qui s'ajoute aux exonérations sur les bas salaires pour 21,8 milliards d'euros, dans le budget 2012, à la loi TEPA pour les heures supplémentaires...et tout cela au nom de l'emploi alors que le chômage avoisine les 10% avec une augmentation de 5,1% sur un an.

A ces mesures s'ajoutent celles concernant la négociation d'accords de compétitivité – emploi où il s'agit ni plus ni moins de détricoter le code du travail, notamment en matière de temps de travail. Là encore, l'objectif de ce type d'accord, est de casser purement et simplement les conventions collectives de branche en offrant la possibilité d'accords d'entreprises moins favorables en matière de salaire et de temps de travail. Ces accords s'imposeraient à la loi et au contrat de travail et priveraient ainsi les salarié-e-s de tout recours juridique.

Enfin l'austérité salariale va avoir des conséquences importantes pour les ménages.

En même temps le profit des entreprises bat des records. En 2011, ce sont 41,2 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires pour seulement 182 milliards d'euros d'investissement.

Dans ce cadre, l'heure n'est pas à la résignation mais à l'offensive. Il n'y a pas de fatalité. Des alternatives sont possibles pour peu que l'on s'en donne les moyens.

C'est pourquoi la Fédération CGT des sociétés d'études appelle l'ensemble des salarié-e-s à faire grève et à participer massivement aux manifestations dans toute la France à partir des revendications suivantes :

- Rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein après de 37,5 annuités,
- Fin des exonérations sociales et fiscales,
- Retrait du projet de TVA sociale,
- Augmentation générale des salaires,
- Réduction du temps de travail.
- Maintien des 13 milliards de cotisations patronales qui financent les prestations familiales.
- Retrait du projet d'accords compétitivité-emploi, défense du code du travail et des conventions collectives de branche.

- **133 000 personnes sans domicile,**
- **85 000 personnes dans un habitat précaire,**
- **3,2 millions de personnes dans des logements surpeuplés,**
- **1,2 millions de personnes en attente de logement social,**
- **3,8 millions de personnes en précarité d'énergie,**
- **1,3 millions de locataires en difficulté,**
- **8 millions de pauvres.**

C'est la France de SARKOZY...

Le 29 février 2012, Tous en Grève ! Tous dans la rue !

Fédération CGT des Sociétés d'Etudes